

SARCELLES

Echo Regional
1514106

Le chauffage attise les passions

Les membres du Mouvement républicain et citoyen du département reprochent aux élus communistes sarcellois d'avoir « accompagné la privatisation du réseau de chauffage » de la commune.

La reprise de la gestion du réseau de chauffage de Sarcelles par la société privée Dalkia fait débat. La fédération du Val-d'Oise du MRC (Mouvement républicain et citoyen) qui a déjà critiqué le maire de la commune François Pupponi (PS) sur ce sujet, s'en prend cette fois-ci aux communistes sarcellois. « *Les masques doivent tomber* », assurent les chevémentistes.

« Abandon de service public »

Dans un récent communiqué, les membres de la fédération départementale reprochent aux élus communistes d'avoir « accompagné une privatisation dans l'une des villes les plus pauvres de France. » Soulignant un « abandon de service public », ils s'interrogent sur la crédibilité du PCF au niveau local, « quand l'opacité et l'absence d'une vraie concertation furent de mise dans cette cession à Dalkia. »

Pour obtenir une réponse, les membres du MRC se sont adressés à la direction départementale du PCF en lui demandant de « prendre une position publique sur ce dossier et de condamner cette privatisation comme le fut celle de GDF. »

La réponse ne s'est pas fait attendre mais elle est venue directement de Sarcelles. Dans un communiqué, Annie Peronnet,



Acquis pour un montant de 4 millions d'euros par Dalkia, le réseau fournit chaleur et eau chaude à plus de 40 000 habitants, logés principalement dans le grand ensemble.

présidente du groupe communiste au conseil municipal de Sarcelles et adjointe au maire, considère les chevémentistes comme des « menteurs » et condamne leurs propos. « *Le MRC devra expliquer aux Sarcelloises et Sarcellois par quel tour de passe passe la municipalité et les élus communistes peuvent privatiser une entreprise privée !* »

Elle s'explique : « Rappelons que les installations de chauffage étaient la propriété de la Caisse des dépôts (qui est plus précisé-

ment une institution financière publique disposant de filiales privées NDLR). »

Annie Peronnet poursuit en expliquant les raisons de la négociation avec Dalkia : « *Les communistes sont constants pour défendre les intérêts des habitants en exigeant la remise à neuf d'un réseau de chauffage obsolète sans qu'il en coûte aux usagers locaux alors que la facture des travaux sera prise en charge par Dalkia en s'assurant également que le prix du chauffage*

payé par les résidents ne connaît pas de majoration. »

Mais malgré ces déclarations, le débat sur le chauffage n'est pas prêt de se terminer. Une procédure judiciaire engagée par Alain Chiche, président de l'Union des conseils syndicaux de copropriétaires à Sarcelles, est toujours en souffrance. « *On remet en cause notre statut de copropriétaires alors que nous avons notre mot à dire dans ce rachat* », déplore ce dernier.

Ludovic LUPPINO

SARCELLES ▶ *Les communistes répondent*

Gazette VO 15/4+106

Chauffage urbain :

«Ça n'est pas une privatisation»

Décidément, le débat sur le chauffage n'est pas près d'être terminé, à Sarcelles. Dernière réaction en date, celle des communistes de Sarcelles qui n'apprécient pas les propos du leader local du MRC, Rachid Adda, qui sur son blog avait fustigé l'attitude des communistes face à ce qu'il appelle "la privatisation du chauffage à Sarcelles".

Rappelons que, depuis le 1^{er} juillet, le chauffage qui était auparavant géré par une société mixte, SEM chaleur dans laquelle la municipalité était majoritaire, a été délégué à une entreprise privée Dalkia, filiale de Veolia Environnement, avec pour justification de la part du maire Ps de Sarcelles, François Pupponi : «*Nous n'avons pas vocation à nous occuper du chauffage, pas plus que nous nous occupons de l'eau ou de l'électricité...*». Une attitude assimilée à un abandon de service public de la part de certains opposants, dont Rachid Adda pour le MRC ou Didier Arnaï pour le Ps (la Droite à Sarcelles étant pratiquement inexistante sur le sujet...)

Ce qui met en colère les communistes, ce sont les insinuations de libéralisme faites au Pcf par Rachid Adda qui affirme que «*l'abandon du service public se fera au*

détriment des Sarcellois les plus démunis habitant le grand ensemble». «*Faux*», répondent les communistes, il n'y a pas eu de privatisation : «*Le MRC devrait expliquer aux Sarcelloises et Sarcellois par quel tour de passe passe, la municipalité, les élus communistes peuvent privatiser une entreprise privée ! Rappelons que les installations de chauffage étaient la propriété de la Caisse des Dépôts*». En clair, pour les communistes, les installations appartenaient à une entreprise privée, en l'occurrence, la Caisse de Dépôts qui a vendu son installation à une autre entreprise privée Dalkia : il n'y a donc pas eu de privatisation. Les communistes affirment, de plus, «*être constants pour défendre les intérêts des habitants en exigeant la remise à neuf d'un réseau de chauffage obsolète sans qu'il en coûte aux*

Adda en remet une couche

«Les communistes disent qu'il n'y a pas eu de privatisation. Pourtant il s'agit bien d'une privatisation du chauffage urbain à laquelle nous assistons à Sarcelles. Nous sommes passés sans appel d'offre d'une SEM dont l'actionnaire majoritaire était public à une société privée à 100%. D'ailleurs, une délibération 2005-122, signée François Pupponi et soumise au vote positif des élus PCF le 29 juin 2005, s'intitule "abandon du service public de distribution calorifique du Grand Ensemble". Les élus municipaux PCF devraient se mettre d'accord avec eux-mêmes... Si c'était une simple transaction commerciale, pourquoi et par qui le Maire était-il mandaté pour négocier le prix du chauffage que les Sarcellois devront payer durant les trente prochaines années ? J'ajoute qu'en tant que militant de gauche et natif du Grand Ensemble, je suis particuliè-

rement outré sur la conception libérale de l'impôt que développent les élus du PCF et François Pupponi. Ils en oublient le caractère solidaire et montent ainsi les Sarcellois du village contre ceux du Grand Ensemble. Dire que ces mêmes élus se bousculent devant les caméras pour demander, par la péréquation fiscale, une solidarité plus grande des communes les plus riches. Quelle tartufferie ! Ces propos sont d'autant plus honteux que ce sont, en plus, les abonnés-usagers du Grand Ensemble et non les contribuables qui ont payé et même surpayé le chauffage depuis 15 ans.

Pour sa part, le MRC s'engage, s'il est un jour en responsabilité de ce dossier, à rétablir une SEM qui est le seul moyen d'avoir une représentativité de tous les acteurs concernés et de défendre l'intérêt général».

usagers locaux alors que la facture des travaux sera prise en charge par Dalkia en s'assurant également que le prix du chauffage payé par les résidents ne connaîtrait pas de majoration.»

En remettant les clés du chauffage à Dalkia, le maire de Sarcelles et les communistes se félicitent, en plus, du fait que le coût du chauffage ne sera désormais supporté que par ceux qui en

bénéficient, contrairement à la situation d'avant où tout le monde payait, et notamment les habitants du village dont la plupart se chauffe par elle-même avec ses propres chaudières.

J.L.B.